

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(ANDREOTTI)

di concerto col Ministro del Lavoro e della Previdenza Sociale

(FORMICA)

COMUNICATO ALLA PRESIDENZA IL 23 MAGGIO 1988

Ratifica ed esecuzione della Convenzione OIL n. 160 sulle statistiche del lavoro, e relativa Raccomandazione, adottata a Ginevra il 25 giugno 1985 nel corso della 71^a sessione della Conferenza generale dei Rappresentanti degli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del lavoro

ONOREVOLI SENATORI. – Nel corso dell'ultima Conferenza internazionale del lavoro, svoltasi a Ginevra nel giugno 1985, si è pervenuti alla adozione della Convenzione n. 160, concernente le statistiche del lavoro.

Tale strumento contempla l'impegno, da parte degli Stati membri ratificanti a rilevare, elaborare e pubblicare statistiche di base che dovranno progressivamente estendersi agli ambiti definiti dall'articolo 1 e, in particolare, alla struttura e alla ripartizione della popolazione attiva, all'impiego, alla disoccupazione, alla durata media del lavoro, al tasso e alla struttura salariale, al costo della manodopera, all'indice dei prezzi al consumo, alle spese e ai redditi familiari, alle malattie professionali, ai conflitti di lavoro. La parallela Raccomanda-

zione n. 170 prevede (articolo 1) l'ulteriore articolazione delle statistiche per sesso, età, professione, eccetera. In definitiva, l'adozione dei sopracitati strumenti comporta, in un quadro opportunamente flessibile, l'ampliamento progressivo degli impegni degli Stati membri nella predisposizione di statistiche relative al mondo del lavoro. Tale intento si è positivamente sostanziato nella revisione della Convenzione OIL n. 63 del 1938, insistente sulla medesima materia, ma che stabiliva esclusivamente l'elaborazione di statistiche relative ai salari e alle ore di lavoro.

Il nuovo strumento, di contro, incrementando tendenzialmente gli elementi cognitivi periodicamente disponibili, contribuisce a predisporre gli elementi utili al fine di elabora-

re e programmare le politiche economiche e sociali, in un contesto caratterizzato, rispetto al passato, dall'emergere di nuovi bisogni. Il moltiplicarsi delle esigenze, individuali e collettive, richiede infatti l'allargamento e la razionalizzazione delle fonti conoscitive, per attivare politiche e tecniche di intervento istituzionale raffinate ed efficaci.

La ratifica della Convenzione di cui trattasi, pertanto, appare coerente alle politiche nazionali.

Inoltre, può consentire una più fattiva partecipazione dell'Italia nelle sedi internazio-

nali. Infatti, l'esigenza dell'armonizzazione in materia - esigenza già sottolineata nel quadro della Conferenza internazionale degli statistici - assicura la comparabilità di dati e criteri di orientamento.

Le politiche internazionali, generali e di settore, risultano così più correttamente e omogeneamente definibili e valutabili.

Dalle considerazioni brevemente suesposte scaturisce l'opportunità della ratifica della Convenzione n. 160, considerato, peraltro, l'avviso positivo dell'Istat relativamente all'adozione del suddetto strumento.

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione OIL n. 160 sulle statistiche del lavoro, e relativa Raccomandazione, adottata a Ginevra il 25 giugno 1985 nel corso della 71^a sessione della Conferenza generale dei Rappresentanti degli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del lavoro.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione OIL n. 160 a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità a quanto previsto dall'articolo 20 della Convenzione stessa.

Art. 3.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

Conférence internationale du Travail

CONVENTION 160

CONVENTION CONCERNANT LES STATISTIQUES DU TRAVAIL,
ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE À SA SOIXANTE ET ONZIÈME SESSION,
GENÈVE, 25 JUIN 1985

TEXTE AUTHENTIQUE

Convention 160**CONVENTION CONCERNANT LES STATISTIQUES DU TRAVAIL**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 7 juin 1985, en sa soixante et onzième session;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la révision de la convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

Considérant que ces propositions devraient prendre la forme d'une convention internationale,

adopte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent quatre-vingt-cinq, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les statistiques du travail, 1985.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES*Article 1*

Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à régulièrement recueillir, compiler et publier des statistiques de base du travail qui devront, en tenant compte de ses ressources, progressivement s'étendre aux domaines suivants:

- a) la population active, l'emploi, le chômage s'il y a lieu, et, si possible, le sous-emploi visible;
- b) la structure et la répartition de la population active, afin de pouvoir procéder à des analyses approfondies et de disposer de données de calage;
- c) les gains moyens et la durée moyenne du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) et, quand cela est approprié, les taux de salaire au temps et la durée normale du travail;
- d) la structure et la répartition des salaires;
- e) le coût de la main-d'œuvre;
- f) les indices des prix à la consommation;
- g) les dépenses des ménages ou, quand cela est approprié, les dépenses des familles et, si possible, les revenus des ménages ou, quand cela est approprié, les revenus des familles;
- h) les lésions professionnelles et, autant que possible, les maladies professionnelles;
- i) les conflits du travail.

Article 2

Lors de l'élaboration ou de la révision des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés pour la collecte, la compilation et la publication des statistiques requises en vertu de la présente convention, les Membres doivent prendre en considération les normes et les directives les plus récentes établies sous les auspices de l'Organisation internationale du Travail.

Article 3

Lors de l'élaboration ou de la révision des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés pour la collecte, la compilation et la publication des statistiques requises en vertu de la présente convention, les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs, lorsqu'elles existent, doivent être consultées, pour que leurs besoins soient pris en compte et que leur collaboration soit assurée.

Article 4

Rien dans la présente convention n'impose l'obligation de publier ou de révéler des données qui entraîneraient, d'une quelconque façon, la divulgation de renseignements relatifs à une unité statistique individuelle telle qu'une personne, un ménage, un établissement ou une entreprise.

Article 5

Tout Membre qui ratifie la présente convention s'engage à communiquer au Bureau international du Travail, dès que cela est réalisable, les statistiques compilées et publiées en vertu de la convention, et des informations concernant leur publication, et en particulier :

- a) les renseignements appropriés aux moyens de diffusion utilisés (titres et numéros de référence dans le cas de publications imprimées ou descriptions équivalentes dans le cas de données diffusées sous toute autre forme);
- b) les dates ou les périodes les plus récentes pour lesquelles les différentes sortes de statistiques sont disponibles et les dates de leur publication ou diffusion.

Article 6

Des descriptions détaillées des sources, des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés lors de la collecte et de la compilation des statistiques conformément à la présente convention doivent être :

- a) produites et mises à jour pour refléter les changements significatifs;
- b) communiquées au Bureau international du Travail dès que cela est réalisable;
- c) publiées par l'organisme national compétent.

II. STATISTIQUES DE BASE DU TRAVAIL

Article 7

Des statistiques courantes sur la population active, l'emploi, le chômage s'il y a lieu, et, si possible, le sous-emploi visible doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 8

Pour pouvoir procéder à des analyses approfondies et disposer de données de calage, des statistiques sur la structure et la répartition de la population active doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 9

1. Des statistiques courantes sur les gains moyens et la durée moyenne du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) doivent être compilées pour toutes les catégories importantes de salariés et toutes les branches d'activité économique importantes, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

2. Quand cela est approprié, des statistiques sur les taux de salaire au temps et la durée normale du travail doivent être compilées pour des professions ou des groupes de professions importants dans des branches d'activité économique importantes, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 10

Des statistiques sur la structure et la répartition des salaires doivent être compilées pour des branches d'activité économique importantes.

Article 11

Des statistiques sur le coût de la main-d'œuvre doivent être compilées pour des branches d'activité économique importantes. Ces statistiques doivent, si possible,

être compatibles avec les données sur l'emploi et la durée du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) couvrant le même champ.

Article 12

Dès indices des prix à la consommation doivent être calculés afin de mesurer les variations dans le temps des prix d'articles représentatifs des habitudes de consommation de groupes de population significatifs ou de l'ensemble de la population.

Article 13

Des statistiques sur les dépenses des ménages ou, quand cela est approprié, les dépenses des familles et, si possible, sur les revenus des ménages ou, quand cela est approprié, les revenus des familles doivent être compilées pour toutes les catégories et tailles de ménages privés ou de familles, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 14

1. Des statistiques sur les lésions professionnelles doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays et, si possible, pour toutes les branches d'activité économique.

2. Des statistiques sur les maladies professionnelles doivent, autant que possible, être compilées pour toutes les branches d'activité économique, et de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays.

Article 15

Des statistiques sur les conflits du travail doivent être compilées de manière à ce qu'elles représentent l'ensemble du pays et, si possible, pour toutes les branches d'activité économique.

III. ACCEPTATION DES OBLIGATIONS

Article 16

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention doit accepter, en vertu des obligations générales qui font l'objet de la partie I, les obligations découlant de la convention en ce qui concerne l'un ou plusieurs des articles de la partie II.

2. Tout Membre doit spécifier, dans sa ratification, l'article ou les articles de la partie II pour lesquels il accepte les obligations découlant de la présente convention.

3. Tout Membre qui a ratifié la présente convention peut par la suite notifier au Directeur général du Bureau international du Travail qu'il accepte les obligations découlant de la convention en ce qui concerne l'un ou plusieurs des articles de la partie II qui n'ont pas déjà été spécifiés dans sa ratification. Ces notifications auront force de ratification dès la date de leur communication.

4. Tout Membre qui a ratifié la présente convention doit exposer, dans ses rapports sur l'application de la convention présentés en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, l'état de sa législation et de sa pratique quant aux domaines couverts par les articles de la partie II pour lesquels il n'a pas accepté les obligations découlant de la convention, en précisant dans quelle mesure il a été donné effet ou il est proposé de donner effet aux dispositions de la convention en ce qui concerne ces domaines.

Article 17

1. Tout Membre peut, dans un premier temps, limiter le champ des statistiques visées par l'article ou les articles de la partie II pour lesquels il a accepté les obligations découlant de la présente convention à certaines catégories de travailleurs, certains secteurs de l'économie, certaines branches d'activité économique ou certaines régions géographiques.

2. Tout Membre qui limite le champ des statistiques en application du paragraphe 1 ci-dessus doit indiquer, dans son premier rapport sur l'application de la convention présenté en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, l'article ou les articles de la partie II auxquels s'applique cette limitation, en en précisant la nature et les raisons; il doit exposer dans ses rapports ultérieurs les progrès qui ont pu être réalisés ou qu'il se propose de réaliser pour inclure d'autres catégories de travailleurs, secteurs de l'économie, branches d'activité économique et régions géographiques.

3. Après avoir consulté les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressées, tout Membre peut, chaque année, dans une déclaration communiquée au Directeur général du Bureau international du Travail dans le mois qui suit la date de la mise en vigueur initiale de la convention, apporter sur le plan technique des limitations ultérieures au champ des statistiques couvertes par l'article ou les articles de la partie II pour lesquels il a accepté les obligations découlant de la convention. Ces déclarations prendront effet une année après avoir été enregistrées. Tout Membre qui introduit de telles limitations devra fournir, dans ses rapports sur l'application de la convention présentés en vertu de l'article 22 de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, les détails mentionnés au paragraphe 2 du présent article.

Article 18

La présente convention révisé la convention concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938.

IV. DISPOSITIONS FINALES

Article 19

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 20

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 21

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

3. Après avoir consulté les organisations représentatives des employeurs et des travailleurs intéressées, tout Membre qui a ratifié la présente convention peut, à l'expiration d'une période de cinq ans après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par une déclaration communiquée au Directeur général du Bureau international du Travail, retirer son acceptation des obligations découlant de la

convention en ce qui concerne l'un ou plusieurs des articles de la partie II, à condition qu'il maintienne son acceptation de ces obligations en ce qui concerne au moins l'un de ces articles. Cette déclaration ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

4. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de cinq ans mentionnée au paragraphe 3 ci-dessus, ne fera pas usage de la faculté prévue dans ledit paragraphe sera lié par les articles de la partie II en vertu desquels il a accepté les obligations découlant de la convention pour une nouvelle période de cinq ans et, par la suite, peut retirer son acceptation de ces obligations à l'expiration de chaque période de cinq ans dans les conditions prévues au présent article.

Article 22

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 23

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétariat général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 24

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 25

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

- a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 21 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur ;
- b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 26

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa Soixante et onzième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 27 juin 1985.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-septième jour de juin 1985:

Le Président de la Conférence,

M. ENNACEUR

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

FRANCIS BLANCHARD

Conférence internationale du Travail

RECOMMANDATION 170

RECOMMANDATION CONCERNANT LES STATISTIQUES DU TRAVAIL,
ADOPTÉE PAR LA CONFÉRENCE À SA SOIXANTE ET ONZIÈME SESSION,
GENÈVE, 25 JUIN 1985

TEXTE AUTHENTIQUE

Recommandation 170**RECOMMANDATION CONCERNANT LES STATISTIQUES DU TRAVAIL**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 7 juin 1985, en sa soixante et onzième session;

Reconnaissant la nécessité d'avoir des statistiques du travail fiables, à la fois dans les pays développés et les pays en développement, particulièrement pour la planification et le contrôle du progrès économique et social ainsi que pour les relations professionnelles;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la révision de la convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une recommandation complétant la convention sur les statistiques du travail, 1985, adopte, ce vingt-cinquième jour de juin mil neuf cent quatre-vingt-cinq, la recommandation ci-après, qui sera dénommée Recommandation sur les statistiques du travail, 1985.

I. STATISTIQUES DE BASE DU TRAVAIL*Statistiques de la population active, de l'emploi, du chômage et du sous-emploi*

1. (1) Des statistiques courantes sur la population active, l'emploi, le chômage s'il y a lieu et, si possible, le sous-emploi visible devraient être compilées au moins une fois par an.

(2) Lesdites statistiques devraient être réparties selon le sexe et, si possible, selon le groupe d'âge et la branche d'activité économique.

2. (1) En vue de satisfaire aux besoins à long terme d'analyses approfondies et de disposer de données de calage, des statistiques sur la structure et la répartition de la population active devraient être compilées au moins une fois tous les dix ans.

(2) Lesdites statistiques devraient être réparties au moins selon le sexe, le groupe d'âge, le groupe de professions ou le niveau de qualification, la branche d'activité économique, la région géographique et la situation dans la profession (telle qu'employeur, personne travaillant à son propre compte, salarié, travailleur familial non rémunéré, membre d'une coopérative de producteurs).

Statistiques sur les salaires et la durée du travail

3. (1) Des statistiques courantes sur les gains moyens et la durée moyenne du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) devraient être compilées au moins une fois par an.

(2) Lesdites statistiques devraient être réparties au moins selon la branche d'activité économique et le sexe, s'il y a lieu la taille de l'établissement et la région géographique et, si possible, selon le groupe d'âge et le groupe de professions ou le niveau de qualification.

4. (1) Quand cela est approprié, des statistiques courantes sur les taux de salaire au temps et la durée normale du travail devraient être compilées au moins une fois par an.

(2) Lesdites statistiques devraient être réparties au moins selon la branche d'activité économique et, s'il y a lieu, selon le sexe, le groupe d'âge, la profession ou le groupe de professions ou le niveau de qualification, la taille de l'établissement et la région géographique.

5. (1) En vue de satisfaire aux besoins à long terme d'analyses approfondies et de disposer de données de calage, des statistiques sur la structure et la répartition des salaires devraient être compilées à des intervalles réguliers, si possible une fois tous les cinq ans.

(2) Lesdites statistiques devraient fournir :

- a) des données sur les gains et la durée du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) réparties au moins selon le sexe, le groupe d'âge, la profession ou le groupe de professions ou le niveau de qualification, la branche d'activité économique, la taille de l'établissement et la région géographique ;
- b) des données détaillées sur la composition des gains (telles que rémunération au taux de base, majorations pour heures supplémentaires, rémunération des heures non effectuées, primes et gratifications) et la durée du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées) ;
- c) des données sur la répartition des salariés selon leurs niveaux de gains et de durée du travail (heures réellement effectuées ou heures rémunérées), ventilées selon des caractéristiques importantes des salariés, telles que le sexe et le groupe d'âge.

6. (1) En vue de satisfaire aux besoins à long terme, des statistiques sur le coût de la main-d'œuvre devraient être compilées au moins une fois tous les cinq ans.

(2) Lesdites statistiques devraient fournir des données sur le niveau et la composition du coût de la main-d'œuvre réparties selon la branche d'activité économique.

Indices des prix à la consommation

7. (1) Un indice général des prix à la consommation, couvrant tous les postes de dépenses, devrait être calculé et publié pour des groupes significatifs de la population ou pour l'ensemble de la population.

(2) Des indices des prix à la consommation devraient être publiés séparément pour des postes importants de dépenses de consommation tels qu'alimentation, boissons et tabacs, habillement et chaussures, logement, combustibles et éclairage, et autres catégories significatives.

8. Les indices des prix à la consommation devraient être calculés et publiés si possible une fois par mois, mais au moins une fois tous les trois mois.

9. Les pondérations utilisées pour calculer les indices des prix à la consommation devraient être revues au moins une fois tous les dix ans et ajustées lorsque des changements significatifs dans les habitudes de consommation sont constatés.

10. Les prix utilisés pour calculer les indices des prix à la consommation devraient être représentatifs des habitudes d'achat des groupes de population intéressés (par exemple en ce qui concerne les points de vente et la nature et la qualité des articles).

Statistiques sur les dépenses et les revenus des ménages

11. (1) Des statistiques sur les dépenses des ménages ou, quand cela est approprié, les dépenses des familles et, si possible, les revenus des ménages ou, quand cela est approprié, les revenus des familles devraient être compilées au moins une fois tous les dix ans.

(2) Lesdites statistiques devraient fournir, entre autres, pour les ménages ou les familles selon le cas :

- a) des données détaillées sur les dépenses ;
- b) si possible, des données détaillées sur les revenus répartis selon le niveau et la provenance ;
- c) des données détaillées sur leur composition selon le sexe, le groupe d'âge et d'autres caractéristiques significatives de leurs membres ;
- d) des données sur les dépenses et, si possible, sur les revenus, réparties selon la taille et la catégorie, les classes de dépenses et, si possible, les classes de revenus.

Statistiques sur les lésions professionnelles et les maladies professionnelles

12. (1) Des statistiques sur les lésions professionnelles devraient être compilées au moins une fois par an.

(2) Lesdites statistiques devraient être réparties au moins selon la branche d'activité économique et, autant que possible, selon les caractéristiques significatives des salariés (par exemple le sexe, le groupe d'âge, la profession ou le groupe de professions ou le niveau de qualification) et des établissements.

13. (1) Des statistiques sur les maladies professionnelles devraient, autant que possible, être compilées au moins une fois par an.

(2) Lesdites statistiques devraient être réparties au moins selon la branche d'activité économique et, autant que possible, selon les caractéristiques significatives des salariés (par exemple le sexe, le groupe d'âge, la profession ou le groupe de professions ou le niveau de qualification) et des établissements.

Statistiques sur les conflits du travail

14. (1) Des statistiques sur les conflits du travail devraient être compilées au moins une fois par an.

(2) Lesdites statistiques devraient être réparties au moins selon la branche d'activité économique.

Statistiques sur la productivité

15. Des statistiques sur la productivité devraient être progressivement développées et compilées pour des branches d'activité économique importantes.

II. INFRASTRUCTURE STATISTIQUE

16. Aux fins de la collecte et de la compilation des statistiques du travail en application de la partie I de la présente recommandation, tout Membre devrait progressivement développer l'infrastructure statistique nationale appropriée. Les éléments principaux d'une telle infrastructure devraient inclure :

- a) une liste exhaustive et tenue à jour des établissements ou des entreprises, qui devrait répondre aux besoins des enquêtes ou des recensements, et être suffisamment détaillée pour permettre la sélection d'échantillons d'établissements ou d'entreprises ;
- b) un système coordonné pour la réalisation d'enquêtes ou de recensements des établissements ou des entreprises ;
- c) un dispositif permettant de réaliser, à l'échelon national, un ensemble d'enquêtes, continues et coordonnées, auprès des ménages ou des personnes ;
- d) l'accès, à des fins statistiques, aux sources administratives (telles que celles des services de l'emploi, des organisations de sécurité sociale ou des services de l'inspection du travail), sous réserve de garanties appropriées quant à leur utilisation confidentielle.

17. Tout Membre devrait établir des classifications types appropriées au niveau national et devrait encourager et coordonner l'application de ces classifications, autant que possible, par tous les organismes intéressés.

18. Tout Membre devrait prendre les mesures nécessaires afin d'harmoniser les statistiques compilées, conformément aux dispositions de la présente recommandation, à partir de différentes sources ou par divers organismes.

19. (1) Lors de l'élaboration ou de la révision des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés pour la collecte, la compilation et la publication des statistiques prévues par la présente recommandation, les Membres devraient prendre en considération les recommandations internationales sur les statistiques du travail établies sous les auspices de l'Organisation internationale du Travail et les recommandations pertinentes d'autres organisations internationales compétentes.

(2) Tout Membre devrait revoir et, s'il y a lieu, réviser ou mettre à jour les concepts, les définitions et les classifications utilisés lors de la compilation des statistiques du travail conformément à la présente recommandation lorsque les normes et les directives internationales pertinentes font l'objet d'une révision ou que de nouvelles normes ou directives sont établies.

20. Lors de l'élaboration ou de la révision des concepts, des définitions et de la méthodologie utilisés pour la collecte, la compilation et la publication des statistiques prévues par la convention sur les statistiques du travail, 1985, et par la présente recommandation, les Membres pourront solliciter l'aide du Bureau international du Travail.

Le texte qui précède est le texte authentique de la recommandation dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa Soixante et onzième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 27 juin 1985

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-septième jour de juin 1985:

Le Président de la Conférence,

M. ENNACEUR

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

FRANCIS BLANCHARD

TRADUZIONE NON UFFICIALE

CONVENZIONE 160

CONVENZIONE SULLE STATISTICHE DEL LAVORO

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, Convocata a Ginevra dal Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio Internazionale del Lavoro, e ivi riunitasi il 7 giugno 1985, nella sua settantunesima sessione,

Avendo deciso di adottare varie proposte relative alla revisione della Convenzione (n. 63) sulle statistiche dei salari e degli orari di lavoro, 1938, questione che costituisce il quinto punto all'ordine del giorno della sessione;

Considerando che tali proposte dovrebbero assumere la forma di una Convenzione internazionale,

adotta, il venticinque giugno millenovecentottantacinque, la seguente Convenzione, la quale sarà denominata Convenzione sulle statistiche del lavoro, 1985.

I. DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 1

Ciascun Membro che ratifica la presente Convenzione si impegna a raccogliere, compilare e pubblicare con regolarità, statistiche di base del lavoro le quali dovranno, in considerazione delle sue risorse, includere gradualmente i seguenti settori:

- a) popolazione attiva, **impiego**, disoccupazione se opportuno, e, qualora possibile, sotto-occupazione apparente;
- b) struttura e **ripartizione** della popolazione attiva, al fine di poter procedere ad analisi approfondite e disporre di dati di base;
- c) **guadagni** medi e durata media del lavoro (ore effettivamente lavorate o ore retribuite) e, se opportuno, i tassi salariali riferiti al tempo e alla durata normale del lavoro;
- d) struttura e ripartizione dei salari;
- e) costo della mano d'opera;
- f) indici dei prezzi al consumo;
- g) le spese domestiche e, se opportuno, le spese delle famiglie nonché, se possibile, i redditi domestici o, se del caso, i redditi delle famiglie;

- h) le lesioni professionali e, per quanto possibile, le malattie professionali;
- i) le conflittualità di lavoro.

Articolo 2

Nell'elaborare o rivedere i concetti, le definizioni e la metodologia utilizzati per la raccolta, la compilazione e la pubblicazione delle statistiche richieste nei sensi della presente Convenzione, i Membri debbono tener conto delle norme e delle più recenti direttive stabilite sotto gli auspici della Organizzazione internazionale del Lavoro.

Articolo 3

Nell'elaborare o rivedere i concetti, le definizioni e la metodologia utilizzate per la raccolta, la compilazione e la pubblicazione delle statistiche richieste in virtù della presente Convenzione, debbono essere consultate le organizzazioni rappresentative dei datori di lavoro dei lavoratori, qualora esistano, al fine di prendere in considerazione le loro esigenze e di assicurare la loro collaborazione.

Articolo 4

Non vi è alcunché nella presente Convenzione che imponga l'obbligo di pubblicare o di rivelare dati che comporterebbero in qualunque modo divulgazione di informazioni relative ad una unità statistica individuale come una persona, un nucleo familiare, un Ente o una azienda.

Articolo 5

Ciascun Membro che ratifica la presente Convenzione si impegna a comunicare all'Ufficio Internazionale del Lavoro, non appena ciò sia possibile, le statistiche compilate e pubblicate in virtù della Convenzione, e le informazioni relative alla loro pubblicazione, in particolare:

- a) informazioni relative ai mezzi di divulgazione utilizzati (titoli e numeri di riferimento nel caso di pubblicazioni stampate o descrizio-

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

- ni equivalenti nel caso di dati divulgati sotto ogni altra forma);
- b) le date o i periodi più recenti ai quali sono disponibili i vari tipi di statistiche, nonché le date della loro pubblicazione o divulgazione.

Articolo 6

Descrizioni dettagliate delle fonti, dei concetti, delle definizioni e della metodologia utilizzate per la raccolta e la compilazione delle statistiche ai sensi della presente Convenzione, debbono essere:-

- a) elaborate e aggiornate al fine di rispecchiare mutamenti significativi;
- b) comunicate all'Ufficio Internazionale del Lavoro non appena possibile;
- c) pubblicate dall'ente nazionale competente.

II. STATISTICHE DI BASE DEL LAVORO

Articolo 7

Debbono essere compilate, in maniera da fornire una rappresentazione globale del Paese statistiche correnti sulla popolazione attiva, il lavoro, la disoccupazione se opportuno e, ove possibile, la sotto-occupazione apparente.

Articolo 8

Al fine di poter procedere ad analisi approfondite e disporre di dati di base, debbono essere compilate statistiche sulla struttura e sulla ripartizione della popolazione attiva, in maniera da fornire una rappresentazione globale del Paese.

Articolo 9

1. Debbono essere compilate per tutte le categorie importanti di salariati, e per tutti i settori di rilievo dell'attività economica, statistiche correnti sui guadagni medi e la durata media del lavoro (ore effettivamente lavorate o ore retribuite), in maniera da rappresentare la globalità del Paese.

2. Qualora ciò sia opportuno, dovranno essere compilate statistiche sui tassi salariali riferiti ai tempi ed alla durata normale del lavoro relative a professioni o a gruppi di professione importanti, appartenenti a settori di rilievo dell'attività economica, in maniera da configurare il Paese nella sua globalità.

Articolo 10

Debbono essere compilate statistiche sulla struttura e sulla ripartizione dei salari riguardo a settori di rilievo dell'attività economica.

Articolo 11

Debbono essere compilate statistiche sul costo della mano d'opera per i settori di rilievo dell'attività economica. Dette statistiche debbono, ove possibile, essere compatibili con i dati sull'impiego e la durata del lavoro (ore effettivamente lavorate o ore retribuite) relativi allo stesso settore.

Articolo 12

Debbono essere elaborati indici di prezzi al consumo per misurare le variazioni nel tempo dei prezzi di articoli rappresentativi degli usi di consumo di gruppi significativi della popolazione, o della popolazione nel suo insieme.

Articolo 13

Debbono essere compilate, per i nuclei familiari privati o famiglie di ogni categoria e dimensione, statistiche concernenti le spese domestiche o, se opportuno, le spese delle famiglie, e, se possibile, i redditi domestici o, se opportuno, i redditi delle famiglie, in modo tale da configurare il paese nella sua globalità.

Articolo 14

1. Debbono essere compilate statistiche sulle lesioni professionali, in maniera da fornire una rappresentazione globale del paese, se possibile per tutti i settori dell'attività economica.

2. Debbono essere compilate, per quanto possibile, e in maniera da fornire una rappresentazione globale del Paese, statistiche sulle malattie professionali per tutti i settori dell'attività economica.

Articolo 15

Debbono essere compilate statistiche sui conflitti di lavoro in modo da fornire una rappresentazione globale del Paese, se possibile, per tutti i settori dell'attività economica.

III. ACCETTAZIONE DEGLI OBBLIGHI

Articolo 16

1. Ciascun Membro che ratifica la presente Convenzione deve accettare, in virtù degli obblighi generali di cui alla Parte I, gli obblighi derivanti dalla Convenzione riguardo ad uno o più degli articoli della Parte II.

2. Ciascun Membro deve specificare, nella propria ratifica, l'articolo o gli articoli della parte II, per i quali accetta gli obblighi derivanti dalla presente Convenzione.

3. Ciascun Membro che ha ratificato la presente Convenzione può in seguito notificare al Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro che accetta gli obblighi derivanti dalla Convenzione per quanto concerne uno o più degli articoli della Parte II che non sono già stati specificati nella sua ratifica; Dette notifiche avranno valore di ratifica a decorrere dalla data della loro comunicazione.

4. Ciascun Membro che ha ratificato la presente Convenzione deve esporre nei rapporti sull'applicazione della Convenzione che presenterà ai sensi dell'articolo 22 dello Statuto dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro, quanto previsto dalla ^{sua} legislazione e prassi nazionale nei confronti dei settori considerati dagli articoli della Parte II, riguardo

ai quali non ha accettato gli obblighi derivanti dalla Convenzione, precisando in quale misura siano state attuate, o ci si proponga di attuare, le disposizioni della Convenzione concernenti tali settori.

Articolo 17

1. Ciascun Membro, può, in un primo tempo, limitare il campo di applicazione delle statistiche di cui all'articolo o agli articoli della Parte II, per i quali esso ha accettato gli obblighi derivanti dalla presente Convenzione, a talune categorie di lavoratori, taluni settori dell'economia, taluni rami dell'attività economica, o talune regioni geografiche.

2. Ciascun Membro il quale limiti il campo di applicazione delle sue statistiche, in applicazione del paragrafo 1 di cui sopra, deve indicare, nel primo rapporto sull'applicazione della Convenzione, che presenterà in virtù dell'articolo 22 dello Statuto dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro, l'articolo o gli articoli della Parte II cui si applica la suddetta limitazione, precisando la natura e le ragioni; nei suoi successivi rapporti esso dovrà esporre i progressi che sono stati realizzati, o che si propone di realizzare al fine di includere altre categorie di lavoratori, settori dell'economia, rami dell'attività economica e regioni geografiche.

3. Dopo aver consultato le organizzazioni rappresentative interessate dei datori di lavoro e dei lavoratori, ciascun Membro può, ogni anno, in una dichiarazione comunicata al Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro nel mese successivo alla data di entrata in vigore iniziale della Convenzione, apporre ulteriori limitazioni di natura tecnica al campo di applicazione delle statistiche di cui all'articolo o agli articoli della Parte II per i quali ha accettato gli obblighi derivanti dalla Convenzione. Le suddette dichiarazioni avranno effetto un anno dopo la loro registrazione. Ogni Membro il quale inserisca tali limitazioni, dovrà fornire, nei suoi rapporti sull'applicazione della Convenzione, che presenterà ai sensi dell'articolo 22 dello Statuto dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro, i dettagli di cui al paragrafo 2 del presente articolo.

Articolo 18

La presente Convenzione modifica la Convenzione sulle statistiche dei salari e degli orari di lavoro, 1938.

IV. DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 19

Le ratifiche formali della presente Convenzione saranno comunicate al Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro per la registrazione.

Articolo 20

1. La presente Convenzione sarà vincolante solo per quei Membri dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro, la cui ratifica sarà stata registrata dal Direttore Generale.
2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo la registrazione, da parte del Direttore Generale, delle ratifiche di due Stati Membri.
3. In seguito, la presente Convenzione entrerà in vigore, per ciascun Membro, dodici mesi dopo la data di registrazione della sua ratifica.

Articolo 21

1. Ciascun membro che abbia ratificato la presente Convenzione, può denunciarla allo scadere di un periodo di dieci anni successivo alla data di entrata in vigore iniziale della Convenzione, mediante un atto inviato al Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro e da esso registrato. La denuncia avrà effetto soltanto un anno dopo la data di registrazione.
2. Ciascun Membro, il quale abbia ratificato la presente Convenzione, e che, entro l'anno successivo alla scadenza del decennio di cui al paragrafo precedente, non si sia avvalso della facoltà di denuncia prevista al presente articolo, sarà vincolato per un ulteriore periodo di dieci anni e, successivamente, potrà denunciare la presente Convenzione allo scadere di ogni decennio alle condizioni previste dal presente articolo.

3. Dopo aver consultato le organizzazioni rappresentative interessate dei datori di lavoro e dei lavoratori, ogni Membro che abbia ratificato la presente Convenzione può, allo scadere di un periodo di cinque anni dopo la data di entrata in vigore iniziale della Convenzione, mediante una dichiarazione inviata al Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro, ritirare la propria accettazione degli obblighi derivanti dalla Convenzione riguardo a uno o più articoli della parte II, sempre che mantenga la sua accettazione di tali obblighi per quanto riguarda almeno uno di tali articoli. Detta dichiarazione avrà effetto soltanto un anno dopo la sua data di registrazione.

4. Ogni Membro il quale abbia ratificato la presente Convenzione e che, entro l'anno successivo allo scadere del periodo di cinque anni di cui al paragrafo 3 di cui sopra, non si sia avvalso della facoltà prevista nel suddetto paragrafo, sarà vincolato dagli articoli della Parte II, in virtù dei quali esso ha accettato gli obblighi derivanti dalla Convenzione per un nuovo periodo di cinque anni e, successivamente, potrà ritirare la sua accettazione di tali obblighi allo scadere di ogni quinquennio, alle condizioni stabilite al presente articolo.

Articolo 22

1. Il Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro notificherà a tutti i Membri della Organizzazione Internazionale del Lavoro, la registrazione di tutte le ratifiche e denunce che gli saranno state comunicate dai Membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai Membri dell'Organizzazione la registrazione della seconda ratifica che gli sarà stata comunicata, il Direttore Generale richiamerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data alla quale la presente Convenzione entrerà in vigore.

Articolo 23

Il Direttore Generale dell'Ufficio Internazionale del Lavoro comunicherà al Segretariato Generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, in conformità con l'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, informazioni complete riguardo a tutte le ratifiche ed atti di denuncia da esso registrate in conformità con gli articoli precedenti.

Articolo 24

Ogni qualvolta lo giudichi necessario, il Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio Internazionale del Lavoro sottoporrà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente Convenzione ed esaminerà l'opportunità di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

Articolo 25

1. Qualora la Conferenza adotti una nuova Convenzione che modifica in tutto o in parte la presente Convenzione, ed a meno che la nuova Convenzione non disponga altrimenti:

a) la ratifica da parte di un Membro della nuova Convenzione modificata comporterà ipso iure, nonostante quanto previsto all'articolo 21 di cui sopra, la denuncia immediata della presente Convenzione, subordinatamente al fatto che la nuova Convenzione modificata sia entrata in vigore;

b) a decorrere dalla data dell'entrata in vigore della nuova Convenzione modificata, la presente Convenzione cesserà di essere aperta alla ratifica dei Membri.

2. La presente Convenzione rimarrà in ogni caso in vigore nella sua forma e contenuto per i Membri che l'abbiano ratificata e che non abbiano ratificato la Convenzione modificata.

Articolo 26

Fanno ugualmente fede i testi francese ed inglese della presente Convenzione.

Il testo precedente è il testo autentico della Convenzione debitamente adottata dalla Conferenza Generale della Organizzazione Internazionale del Lavoro nella sua settantunesima sessione svoltasi a Ginevra e dichiarata chiusa il 27 giugno 1985.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, il ventisette giugno 1985

Il Presidente della Conferenza

M. ENNACEUR

Il Direttore Generale dell'Ufficio
Internazionale del Lavoro

FRANCIS BLANCHARD

RACCOMANDAZIONE 170

RACCOMANDAZIONE RELATIVA ALLE STATISTICHE DEL LAVORO

La Conferenza Generale dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro, Convocata a Ginevra dal Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio Internazionale del Lavoro e ivi riunitasi il 7 giugno 1985, nella sua settantunesima sessione;

Riconoscendo la necessità di avere statistiche del lavoro affidabili, sia nei paesi progrediti che nei paesi in via di sviluppo, in particolare per la pianificazione ed il controllo del progresso economico e sociale, nonché per le relazioni professionali;

Dopo aver deciso di adottare varie proposte relative alla modifica della Convenzione (n° 63) sulle statistiche dei salari e degli orari di lavoro, 1938, questione che costituisce il quinto punto all'ordine del giorno della sessione;

Dopo aver deciso che tali proposte sarebbero formulate sotto forma di una Raccomandazione la quale completi la Convenzione sulle statistiche del lavoro, 1985,

adotta, il venticinque giugno millenovecentotantacinque, la seguente Raccomandazione, la quale sarà denominata Raccomandazione sulle statistiche del lavoro, 1985.

I. STATISTICHE DI BASE DEL LAVORO

Statistiche della popolazione attiva, dell'impiego, dell'occupazione e della sotto-occupazione.

- 1.(1) Statistiche correnti sulla popolazione attiva, l'impiego, se del caso la disoccupazione e, se possibile, la sotto-occupazione apparente, dovrebbero essere compilate almeno una volta l'anno.
- (2) Tali statistiche dovrebbero essere classificate in base al sesso, e se possibile, in base alla classe di età ed al ramo di attività economica.

2.(1) Al fine di soddisfare alle esigenze a lungo termine di analisi approfondite e di disporre di dati di base, dovrebbero essere compilate, almeno una volta ogni dieci anni, statistiche sulla struttura e sulla classificazione della popolazione attiva.

(2) Le suddette statistiche dovrebbero essere classificate almeno in base al sesso, alla classe di età, al gruppo di professione o al livello di qualifica, al ramo di attività economica, alla regione geografica ed allo status nella professione (come datore di lavoro, lavoratore in proprio, salariato, lavoratore familiare non retribuito, membro di una cooperativa di produttori).

Statistiche sui salari e sulla durata del lavoro

3. (1) Dovrebbero essere compilate, almeno una volta l'anno, statistiche correnti sui guadagni medi e sulla durata media del lavoro (ore effettivamente lavorate o ore retribuite).

(2) Dette statistiche dovrebbero essere classificate almeno secondo il ramo di attività economica ed il sesso, e se opportuno, la dimensione dell'azienda e la regione geografica, nonché, se possibile, secondo la classe di età, la classe di professione o il livello di qualifica.

4. (1) Se opportuno, dovrebbero essere compilate almeno una volta l'anno statistiche attuali sui tassi salariali riferiti ai tempi ed alla durata normale del lavoro.

(2) Dette statistiche dovrebbero essere classificate almeno in base al ramo di attività economica e, se opportuno, in base al sesso, alla classe di età, alla professione o al gruppo di professione o al livello di qualifica, alla dimensione dell'azienda, ed alla regione geografica.

5.(1) Al fine di soddisfare alle esigenze a lungo termine di analisi approfondite e di disporre di dati di base, dovrebbero essere compilate ad intervalli regolari, se possibile una volta ogni cinque anni, statistiche sulla struttura e sulla ripartizione dei salari.

(2) Le suddette statistiche dovrebbero fornire:

- a) dati sulle retribuzioni e sulla durata del lavoro (ore effettivamente lavorate o ore retribuite) classificati almeno in base al sesso, alla classe di età, alla professione o al gruppo di professioni o al livello di qualifica, al ramo di attività economica, alla dimensione dell'azienda ed alla regione geografica;
- b) dati dettagliati sulla composizione delle retribuzioni (come remunerazioni al tasso di base, maggiorazioni per ore di straordinario, retribuzione di ore non lavorate, premi e gratifiche) e la durata del lavoro (ore effettivamente lavorate o ore retribuite);
- c) dati sulla classificazione dei salariati in base ai loro livelli di guadagno e di durata del lavoro (ore effettivamente lavorate o ore retribuite), ripartiti secondo rilevanti caratteristiche dei salariati, come il sesso e la classe di età.

6.(1) Al fine di soddisfare alle esigenze al lungo termine, dovrebbero essere compilate, almeno una volta ogni cinque anni, statistiche sul costo della mano d'opera.

(2) Le suddette statistiche dovrebbero fornire dati sul livello e sulla composizione del costo della mano d'opera, classificati in base al ramo di attività economica.

Indici dei prezzi al consumo

7.(1) Un indice generale dei prezzi al consumo, che includa tutte le voci spese, dovrebbe essere calcolato e pubblicato, perⁱ gruppi più rappresentativi della popolazione o per l'insieme della popolazione.

(2) Indici di prezzo al consumo dovrebbero essere pubblicati a parte per voci importanti di spese di consumo, come alimentazione, bevande e tabacchi, abbigliamento e calzature, alloggio, combustibili e illuminazione e altre categorie significative.

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

8. Gli indici dei prezzi al consumo dovrebbero essere calcolati e pubblicati se possibile una volta al mese, ma almeno una volta ogni tre mesi.

9. Le ponderazioni utilizzate per calcolare gli indici dei prezzi al consumo dovrebbero essere rivedute almeno una volta ogni dieci anni ed adattate quando si constatino delle variazioni significative degli usi di consumo.

10. I prezzi utilizzati per calcolare gli indici dei prezzi al consumo dovrebbero essere rappresentativi degli usi di acquisto dei gruppi di popolazione interessati (ad esempio per quanto concerne i punti di vendita ed il tipo nonché la qualità degli articoli).

Statistiche sulle spese ed i redditi domestici

11.(1) Dovrebbero essere compilate almeno una volta ogni dieci anni, statistiche delle spese domestiche o, se del caso, le spese delle famiglie e se possibile, i redditi domestici o, se opportuno, i redditi delle famiglie.

(2) Dette statistiche dovrebbero fornire tra l'altro, per i nuclei familiari o le famiglie, a seconda dei casi:

- a) dati dettagliati concernenti le spese;
- b) se possibile, dati dettagliati concernenti i redditi, classificati in base al livello ed alla provenienza;
- c) dati dettagliati sulla loro composizione in base al sesso, alla classe di età e ad altre caratteristiche significative dei loro membri;
- d) dati concernenti le spese e, se possibile i redditi, classificati in base alla dimensione ed alla categoria, alle categorie di spese e se possibile alle classi di redditi.

Statistiche sulle lesioni professionali e sulle malattie professionali

12.(1) Dovrebbero essere compilate statistiche sulle lesioni professionali almeno una volta l'anno.

(2) Dette statistiche dovrebbero essere classificate almeno in base al ramo di attività economica e per quanto possibile, secondo le caratteristiche rappresentative dei salariati (per esempio, sesso, classe d'età,

X LEGISLATURA - DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

professione o classe di professioni o livello di qualifica) e delle aziende.

13.(1) Dovrebbero per quanto possibile, essere compilate almeno una volta l'anno, statistiche sulle malattie professionali.

(2) Le suddette statistiche dovrebbero essere classificate almeno secondo il ramo di attività economica, e per quanto possibile, secondo le caratteristiche significative dei salariati (p.es. il sesso, classe d'età, professione o gruppo di professioni o livello di qualifica) e delle aziende.

Statistiche sui conflitti di lavoro

14. (1) Dovrebbero essere compilate almeno una volta l'anno, statistiche sui conflitti di lavoro.

(2) Dette statistiche dovrebbero essere classificate almeno secondo il ramo di attività economica.

Statistiche sulla produttività

15. Dovrebbero essere gradualmente elaborate e compilate statistiche per i rami di attività economica importanti.

II. INFRASTRUTTURA STATISTICA

16. Ai fini della raccolta e della compilazione delle statistiche del lavoro in applicazione della parte I della presente raccomandazione, ciascun Membro dovrebbe gradualmente sviluppare le adeguate infrastrutture statistiche nazionali. I principali elementi di tale infrastruttura dovrebbero includere

a) una lista esauriente ed aggiornata degli enti o delle aziende, la quale dovrebbe rispondere alle esigenze delle inchieste o dei censimenti, ed essere sufficientemente dettagliata per consentire la selezione di campioni di enti o di aziende.

b) un sistema coordinato per la realizzazione di inchieste o di censimenti di enti o di aziende;

c) un dispositivo che consenta di realizzare, su scala nazionale, una serie di inchieste, continue e coordinate, presso i nuclei familiari o le persone;

d) l'accesso, a fini statistici, alle fonti amministrative (come uffici del lavoro, organi di sicurezza sociale o servizi di ispezione del lavoro), fatte salve apposite garanzie per quanto concerne il loro uso riservato.

17. Ogni membro dovrebbe elaborare classifiche-tipo adeguate a livello nazionale e dovrebbe promuovere e coordinare l'applicazione di dette classifiche, per quanto possibile, da parte di tutti gli organi interessati.

18. Ciascun Membro dovrebbe provvedere ad armonizzare le statistiche compilate ai sensi della presente raccomandazione, e che provengano da fonti diverse o da enti diversi.

19(1) Nell'elaborare o nel rivedere i concetti, le definizioni e la metodologia utilizzate per la raccolta, la compilazione e la pubblicazione delle statistiche di cui alla presente Raccomandazione, i Membri dovrebbero prendere in considerazione le Raccomandazioni internazionali sulle statistiche del Lavoro, nonché le Raccomandazioni pertinenti di altre Organizzazioni internazionali competenti.

(2) Ciascun Membro dovrebbe rivedere e, se opportuno modificare o aggiornare i concetti, le definizioni e le classificazioni utilizzate nella compilazione delle statistiche del lavoro in conformità con la presente Raccomandazione, qualora le norme e le direttive internazionali pertinenti siano oggetto di una revisione o vengano stabilite nuove norme o direttive.

20. Nell'elaborare o modificare i concetti, le definizioni e la metodologia utilizzate per la raccolta, la compilazione e la pubblicazione delle statistiche previste dalla Convenzione sulle statistiche del lavoro, 1985, e dalla presente Raccomandazione, i Membri potranno sollecitare l'assistenza dell'Ufficio Internazionale del Lavoro.

Il testo precedente è il testo autentico della Raccomandazione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nella sua settantunesima sessione svoltasi a Ginevra e dichiarata chiusa il 27 giugno 1985

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, il 27 giugno 1985:

Il Presidente della Conferenza

M. ENNACEUR

Il Direttore-Generale dell' Ufficio Internazionale del Lavoro

Francis BLANCHARD